

## *Emmanuel Macron: les attentes des fédérations d'Ehpad*

La FHF, la Fehap, le Synerpa, la Fnadepa et la Fnaqpa se réjouissent, en majorité, de certaines mesures médico-sociales annoncées par le futur chef d'Etat, mais ces fédérations d'établissements restent dans l'expectative quant à leur mise en oeuvre, ont-elles expliqué à Gerontonews.

Le candidat du mouvement En Marche!, ancien ministre de l'économie de François Hollande, a été élu le 7 mai président de la République avec 66,1% des suffrages face à la représentante du Front national, Marine Le Pen. La participation s'est élevée à 74,5%.

Juste avant le second tour de l'élection, Gerontonews a sollicité les principales fédérations d'établissements sur [le bilan du quinquennat Hollande](#) et [les propositions d'Emmanuel Macron sur la dépendance](#). Toutes veulent croire à des avancées sur la thématique du vieillissement, mais le futur chef d'Etat devra faire ses preuves.

### *Espoirs sur la prévention, la 'silver eco' et l'aide à domicile*

Pour la déléguée générale du Syndicat national des établissements et résidences privés pour personnes âgées (Synerpa), "il ne faut pas espérer beaucoup de choses" d'Emmanuel Macron. N'empêche, "il est celui qui a été, à un moment de son discours, le plus en phase avec nos besoins", commente Florence Arnaiz-Maumé, qui place beaucoup d'attentes dans "une meilleure structuration de l'aide à domicile" et, dans une moindre mesure, "sur des créations de places en Ehpad", ce qui, concède-t-elle, nécessitera un "chiffrage".

Autre source d'espoir pour le Synerpa, "sa politique d'allègement de charges, essentielle pour nous". Ainsi, "que ce soit sur le plan du grand âge ou des entreprises, on a des attentes qu'on pense pouvoir discuter", se réjouit sa déléguée générale. Mais "plus que ce qu'il promet, ce qui nous importe, c'est de voir si le futur président comprendra nos sujets", souligne-t-elle.

Côté Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne privés non lucratifs (Fehap), son président, Antoine Dubout, salue, dans une réponse écrite, l'angle d'attaque du futur président: "Plutôt que d'établir la dépendance en grande cause nationale, Emmanuel Macron a déclaré à plusieurs reprises vouloir y apporter des réponses concrètes". Parmi les chantiers qui ont attiré son attention, "la structuration de l'aide à domicile, les apports des innovations technologiques" et "la reconnaissance du rôle crucial des aidants".

"La proposition d'instaurer un service sanitaire de trois mois pour les étudiants de santé", est également applaudie par Antoine Dubout, même s'il souhaiterait que ce service "intègre d'emblée une dimension sociale et médico-sociale pour amorcer parallèlement le décroisement de notre système".

Pour le directeur général de la Fédération nationale avenir et qualité de vie des personnes âgées (Fnaqpa), le plus intéressant réside dans "le changement de logique globale proposée [par Emmanuel Macron] autour de la prévention, y compris en Ehpad" dans la mesure où Didier Sapy déplore "un système [actuel] trop curatif, ce qui ne marche pas avec la vieillesse, [puisque'elle ne se soigne pas](#)".

Il applaudit aussi "la proposition de redéploiement financier avec le sanitaire, les soins de ville et l'idée de parcours" et "la notion d'ancrage dans le territoire, ce qui me paraît très important pour nos établissements et services". Le fait "qu'il y ait une volonté de co-construction territoriale des réponses et pas une technostructure parisienne qui va tout décider."

Le président de la Fédération nationale des directeurs d'établissements et services pour personnes âgées (Fnadepa), Claudy Jarry, relève chez le futur président de la République "la volonté de mettre la prévention en avant", mais aussi les mesures sur "la télémédecine, la 'silver eco' et le minimum vieillesse porté à 900 euros".

Il salue aussi "des pistes plus confidentielles qui semblent portées plus franchement, comme l'hébergement intergénérationnel, l'habitat inclusif et partagé, une réflexion sur le logement adapté, présentes dans la loi 'vieillesse' mais pas réellement déclinées".

Il se réjouit surtout de l'annonce "d'un [pacte de confiance entre l'Etat et les collectivités](#)", à ses yeux "un vrai sujet aujourd'hui, parce que le gouvernement impulse des dispositifs et les départements en supportent les coûts alors qu'ils sont exsangues".

Autre proposition applaudie par Claudy Jarry, la volonté de développer des maisons de santé pour pallier la désertification médicale, "qui touche les personnes âgées", mais aussi la prise en charge à 100% d'ici 2022 des lunettes, prothèses dentaires et prothèses auditives. Enfin, le président de la Fnadepa salue un objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam) pluriannuel "car le secteur manque de visibilité".

### [Le reste à charge en Ehpad absent des propositions](#)

Plus réservé sur ces propositions, Frédéric Valletoux, président de la Fédération hospitalière de France (FHF), se montre, dans une réponse écrite, prudent. "Globalement, les réponses apportées par les différents candidats à cette élection présidentielle sont restées très floues sur les modalités de financement du maintien en autonomie. Le défi de la construction du 'cinquième risque' est donc, encore, largement devant nous et nous aurons à réitérer nos efforts de conviction à ce sujet dès les prochaines semaines", commente-t-il, évoquant les législatives de juin.

A la tête de la Fehap, Antoine Dubout se dit de son côté inquiet sur "la question fondamentale que nous portons dans notre plateforme politique [relative au reste à charge](#) pour le financement de l'hébergement en Ehpad", qui "n'a pas été abordée", regrette-t-il.

Même remarque de Didier Sapy. Selon le directeur général de la Fnaqpa, "Emmanuel Macron n'est pas entré dans le détail de certaines modalités de mises en oeuvre, notamment le reste à charge en Ehpad et la désertification médicale. Ça reste de l'intention."

Le président de la Fnadepa se montre lui aussi réservé sur les modalités d'application des mesures annoncées, qualifiées de "floues". Plus précisément, Claudy Jarry déplore qu'il n'y ait "rien de singulier sur l'amélioration de l'accompagnement des personnes âgées en établissement", égrenant

l'évolution du profil des résidents, une aide sociale "plus du tout adaptée" et "la question du reste à charge".

### Quelle place pour le grand âge dans le futur gouvernement?

Interrogé par [APMnews](#) et Gerontonews pendant l'entre-deux-tours, le référent santé d'Emmanuel Macron, Olivier Véran, avait indiqué que le futur chef d'Etat souhaiterait mettre en place "un gouvernement resserré" et "un secrétariat d'Etat au handicap directement relié à Matignon".

Pour Florence Arnaiz-Maumé, si c'était le cas, "il faut absolument qu'on arrive à se 'marier' avec le handicap pour un secrétariat d'Etat commun [...] C'est la même circulaire budgétaire, [ce sont] les mêmes tuyaux", fait observer la déléguée générale du Synerpa. "S'il est rattaché au Premier ministre, c'est encore mieux". Et si ce n'est pas le cas, elle souhaite que le portefeuille "reste au sein des affaires sociales".

Côté Fnaqpa, Didier Sapy souhaite que le vieillissement "soit porté par un vrai ministère et pas par un secrétaire d'Etat, car les secrétaires d'Etat n'ont pas de poids politique, ils ne participent pas au conseil des ministres". Par ailleurs, "à chaque fois qu'on a eu un ministre qui portait directement le sujet, il y a eu des progrès", encourage le directeur général de cette fédération. "S'il gère la perte d'autonomie au sens large, rattaché à Matignon, ce serait un signe politique fort". Après, "plus que l'architecture gouvernementale, ce qui est décisif, c'est la politique gouvernementale. Du moment qu'il y a une volonté de faire (et de fer !), et que quelqu'un s'en saisit..."

Plus prudent, Claudy Jarry attend de voir ce que recouvre la notion de "handicap". "Emmanuel Macron, je l'ai toujours entendu sous l'angle 'handicap des jeunes', et pas de la dépendance", explique le président de la Fnadepa. Mais, globalement, "plus on aura quelqu'un d'important dans l'organigramme gouvernemental, plus on aura l'impression que la question sera portée, en tout cas, affichée, et d'être défendus dans les arbitrages à Bercy". Enfin, "au-delà de l'affichage" avec un grand ministre, la Fnadepa va s'attacher à "une déclinaison plus fine des politiques portées et des financements adossés".

Frédéric Valletoux, président de la FHF, conclut, un peu moins optimiste: "Nous espérons surtout que le défi du vieillissement ne soit pas oublié dans les priorités de l'agenda du nouveau gouvernement. Ce n'est pas une question d'affichage mais un sujet de fond majeur. Si nous n'engageons pas un plan national très fort d'accompagnement de la transformation de notre système sanitaire et médico-social pour répondre au défi du vieillissement, nous irons droit dans le mur et ce sont les fondements mêmes de notre modèle social qui seraient alors remis en cause. "

Avant le second tour, aucune de ces fédérations n'avait donné de consigne de vote à ses adhérents. Seul Frédéric Valletoux, en tant qu'élu (maire de Fontainebleau et conseiller régional d'Ile-de-France LR), avait appelé à voter Emmanuel Macron.

cbe/eh

Claire Beziau  
Journaliste

[claire.beziau@gerontonews.com](mailto:claire.beziau@gerontonews.com)